

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2017-204

**PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
PERMIS DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la Commune de Juvignac,

Vu le code général des collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6, L 2122-21, L 2211-1, L 2212- 1, L 2212-2, L 2212-5 et L 2122-24;

Vu le Code de la route et notamment les articles R 417-9, R417-10 et R 417-1 1;

Vu le Code Pénal et notamment les articles R 610-3 et R 610-5;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'on modifié et complété;

Vu l'Arrêté Préfectoral n°90-1-1218 du 25 avril 1990 et n°90-1-2153 du 12 juillet 1990 relatif aux nuisances sonores, bruits de voisinage et bruits de chantier;

Vu la demande en date du 9 JUIN 2017, par laquelle Monsieur Mathieu BEZE, représentant le commerce ambulante « TRUCK-TIME » sise 16 rue de la Condamine – 34080 Montpellier, sollicite l'autorisation de stationner pour vendre des produits de son commerce.

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale d'autoriser et de réglementer par mesure de sécurité ce stationnement.

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Mathieu BEZE est autorisé à occuper le domaine public pour stationner un camion de restauration ambulante « Food Truck », dans les jardins de la salle Jean Louis Herrault situé Chemin de la Plaine, le jeudi 15 et vendredi 16 juin 2017 de 19h00 à 23h00 à l'occasion d'une représentation théâtrale.

Article 2 : Le stationnement visé à l'article 1 est réalisé de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée ; il ne peut empiéter sur la chaussée et ne doit pas apporter de gêne à l'activité d'autres personnes. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale doit être prise. En particulier, l'ouverture du camion est toujours effectuée pour être accessible hors chaussée.

Article 3 : Le pétitionnaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur ; Il est fait interdiction au pétitionnaire d'installer tout autre équipement sur l'emplacement qui lui est accordé. Il ne peut réaliser aucun aménagement ni clore ledit emplacement. Aucune publicité ni pré-enseigne ne peut être implantée sur le domaine public, à l'exception de l'enseigne signalant l'activité qui est positionnée sur le stand provisoire. Les enseignes ou éclairages sont disposés de manière à éviter toute confusion avec la signalisation et ne pas être éblouissants.

Article 4 : Le pétitionnaire veille à conserver le domaine public en l'état pendant toute la durée de l'occupation. L'aire de stationnement occupée et ses abords doivent toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt sont ramassés et évacués en fin de journée.

En cas de dégradation ou de salissures constatées, imputables au pétitionnaire, la commune fait procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs de ce dernier.

Article 5 : La présente autorisation fait l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal. Son montant est de 20 Euros / jour.

Le non-paiement de la redevance entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 6 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature et de tout dommage qui pourraient résulter de la réalisation de son activité ou du stationnement de son véhicule.

Il est assuré contre les dommages susceptibles d'être causés par son activité. Une attestation peut lui être réclamée à tout moment par un représentant de la commune.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : L'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

Article 9 : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté, à la vue de tous.

Article 10 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. La commune a toute latitude pour révoquer sans préavis la présente autorisation en raison du non-respect des obligations énoncées ci-dessus. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 11 : Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R.610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur.

Article 12 : Conformément à l'article R.102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 13 :

- Madame le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Le Directeur de l'Aménagement, du Développement de la Ville et de la Vie Economique ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le Directeur de la Tranquillité et de la Sécurité Publiques de la Ville ;
- Monsieur Mathieu BEZE, représentant le commerce « TRUCK-TIME » ;

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et prendra effet à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera transmise aux personnes susvisées.

Fait à Juvignac, le 9 juin 2017

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation,

Le premier adjoint délégué au Personnel, à la Sécurité et aux Affaires générales

Jacques BOUSQUEL

